

La dépréciation de la monnaie du Burundi inquiète au plus haut point

PANA, 27 février 2013 Bujumbura, Burundi - La dépréciation croissante du franc burundais par rapport aux principales devises étrangères a poussé, mardi soir, le Conseil national de sécurité du Burundi à sortir de sa réserve des temps ordinaires pour se réunir d'urgence autour du chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, en vue d'arrêter des mesures et stratégies dans l'espoir de freiner cette hémorragie sans précédent dont souffre la monnaie locale depuis deux mois. Cette dépréciation est ressentie par les consommateurs qui assistent au quotidien à la hausse des prix des produits importés dans un pays presque entièrement dépendant pour ses approvisionnements en carburant, médicaments et autres produits manufacturés de l'étranger.

La veille de la réunion du puissant conseil national de sécurité, le dollar américain dépassait les 1.830 francs burundais à la vente au niveau des bureaux de change officiels de Bujumbura, contre moins de 1.500 au début de l'année en cours. A l'achat, il fallait déboursier plus de 2.000 francs burundais pour acquies un seul billet vert au niveau des mêmes bureaux de change. La faute est au déséquilibre de la balance des importations et exportations, aux fuites des devises vers l'étranger, ou encore à la mauvaise habitude des Burundais de conserver leur argent beaucoup plus sous le oreiller qu'à la banque, laisse entendre une déclaration qui a sanctionné la réunion du Conseil national de sécurité. En guise de solution, le conseil a recommandé à la Banque centrale de réviser la réglementation en matière de change par la redéfinition des missions des bureaux de change, la rationalisation des dépôts en devises à la lumière de ce qui se fait au niveau des pays de la Communauté est-africaine (CEA) de libre-échange afin de maintenir un flux suffisant des devises en circulation. Les banques commerciales, quant à elles, doivent prendre des mesures incitatives de dépôt et de retrait des devises. Le Conseil national de sécurité a recommandé encore au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires afin que toutes les exportations de minerais et de cultures de rente n'achappent plus au fisc. L'autre recommandation du conseil est que toutes les transactions sur le territoire national soient faites en monnaie locale.